

## EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



### L'ONU

■ La 34<sup>e</sup> législature a repris les travaux de sa troisième session le 16 septembre et elle les poursuivra jusqu'à la veille de Noël. Le public a alors eu droit à une rumeur persistante voulant que le premier ministre Brian Mulroney se fût porté candidat au poste de Secrétaire général des Nations Unies. M. Mulroney a cependant bien précisé, après avoir été interrogé par le Chef de l'Opposition, M. Jean Chrétien, le 22 octobre, qu'il n'avait pas inscrit son nom sur la liste officielle des candidats. Le lendemain, M. Chrétien s'est demandé pourquoi le nom du premier ministre n'avait pas été retiré de cette liste et quelles directives les diplomates canadiens à l'étranger avaient reçu à cet égard. Aucune réponse définitive n'a été fournie avant le 28 octobre, date où M. Mulroney a donné ordre à M. Yves Fortier, ambassadeur du Canada à l'ONU, d'annuler officiellement sa candidature.

Les Nations Unies ont également fait l'objet d'un débat spécial à la Chambre, par suite d'une motion déposée par le député conservateur Walter McLean. Celui-ci est le représentant spécial du premier ministre pour les questions africaines et, tous les automnes depuis quelques années, il fait partie de la délégation canadienne à l'Assemblée générale de l'ONU à New York. M. McLean a proposé le 19 septembre que le gouvernement réclame à l'ONU une réunion au sommet sur la sécurité mondiale, pour que les États membres cherchent des moyens de mettre en oeuvre et de renforcer les mécanismes onusiens de maintien de la paix et de l'ordre. Parmi les autres intervenants dans le débat, citons la députée conservatrice Louise

Feltham et les députés libéraux Warren Allmand et Christine Stewart.

### Le coup d'État soviétique et ses séquelles

■ Les Communes ne siégeaient pas au moment de la tentative de coup d'État survenue en URSS le 19 août, mais le premier ministre, qui assistait alors au sommet économique de Londres réunissant les sept pays les plus industrialisés du monde, a immédiatement interrompu le programme d'aide alimentaire et technique qui venait à peine de reprendre un mois auparavant. Le lendemain cependant, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M<sup>me</sup> Barbara McDougall, formulait des mots empreints de prudence, elle qui, dans une déclaration lui ayant valu des critiques acerbes de la part des porte-parole des partis d'opposition, faisait une mise en garde contre l'adoption précipitée de toute mesure à l'endroit du nouveau régime soviétique ; elle a ajouté qu'Ottawa prendrait le temps voulu pour évaluer les circonstances et les effets de la transition. Ottawa, a-t-elle souligné, se préoccupait d'abord et avant tout des principes de démocratisation défendus par M. Gorbatchev plutôt que du rétablissement de ce dernier.

Toutefois, après une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN, tenue à Bruxelles le 21 août, M<sup>me</sup> McDougall a déclaré que le Canada se joignait sans réserves à l'Organisation pour condamner le coup d'État et exiger le retour de Mikhaïl Gorbatchev à la tête du gouvernement. Le 26 août, par ailleurs, M<sup>me</sup> McDougall a annoncé l'établissement de relations diplomatiques avec la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ; le Canada devenait alors un des premiers pays occidentaux à franchir cette étape.

### Le coup d'État en Haïti

■ Le 30 septembre, la ministre des Affaires extérieures, M<sup>me</sup> McDougall, a fortement condamné le coup d'État perpétré par des éléments rebelles des forces armées haïtiennes, qui avaient évincé du pouvoir le gouvernement récemment élu de Jean-Bertrand Aristide. Le 2 octobre, elle a assisté à une

réunion d'urgence des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation des États américains (OEA) à Washington qui, dans une résolution en onze points formulée en des termes durs, ont décidé de couper toute aide destinée à Haïti et de l'isoler par ailleurs sur les plans politique et économique. Elle a également participé à une mission de l'OEA, qui s'est rendue en Haïti le 4 octobre et dont les membres se sont réunis avec les membres de la junte ; la mission a cependant échoué dans sa tentative de convaincre les rebelles de rétablir le gouvernement Aristide.

Aux Communes, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre, le critique libéral pour les Affaires extérieures, M. Lloyd Axworthy, a épaulé le gouvernement. Il a fait référence à un discours que le premier ministre avait prononcé à la *Stanford University* en Californie, le 29 septembre, et dans lequel il avait souligné que l'avancement et la promotion des droits de la personne doivent l'emporter sur la souveraineté nationale. M. Axworthy a alors demandé si le Canada avait réclamé l'intervention de l'ONU ou de l'OEA en Haïti. Sans répondre à la question directement, le premier ministre a déclaré : « Nous voulons que les usurpateurs du pouvoir en Haïti soient délogés et que le président démocratiquement élu soit réinstallé dans son poste. » Le 8 octobre, le critique libéral a redemandé au gouvernement quelles options il envisageait. Dans sa réponse, le premier ministre a cité le président Aristide selon lequel le peuple haïtien favoriserait le boycott économique et diplomatique plutôt qu'une intervention militaire extérieure.

### La Yougoslavie

■ À maintes reprises pendant l'automne, la Chambre s'est intéressée à la dégradation de la crise yougoslave. Le 18 septembre, M<sup>me</sup> McDougall a précisé que, selon le gouvernement, le moment était venu pour le Conseil de sécurité de l'ONU de se pencher sur ce dossier. Le 7 octobre, répondant à une question de M. Jean Chrétien, Chef de l'Opposition, après que les forces armées fédérales de la Yougoslavie eurent attaqué Zagreb, capitale de la Croatie, le ministre du Commerce extérieur, M. Michael Wilson, a fait savoir que le Canada

appuyait toutes les démarches entreprises pour régler le conflit, que ce soit par l'entremise de la Communauté européenne (CE), de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), ou d'une autre institution semblable.

Le 24 octobre, le député libéral David Kilgour a demandé au président de la Chambre de songer à autoriser un débat d'urgence sur la conjoncture yougoslave, après un intense bombardement de Dubrovnik et l'échec d'un plan de paix orchestré par la CE. Le président a refusé, mais il a exhorté les trois partis à s'entendre pour tenir ensemble un tel débat. Plus tard le même jour, le critique néo-démocrate pour les Affaires extérieures Svend Robinson, a invité le gouvernement à condamner l'attaque contre la Croatie avec les termes les plus virulents possibles et à imposer avec la CE des sanctions contre le gouvernement yougoslave. Posant une autre question, M. Robinson a demandé au gouvernement s'il favoriserait l'envoi d'une force onusienne de maintien de la paix dans la région de Nagorno-Karabakhskaya, dans l'ancienne république soviétique d'Azerbaïdjan, pour y séparer les Arméniens et les Azerbaïdjanais qui s'y font la guerre. M. Michael Wilson a déclaré que le gouvernement s'entretenait avec la CE et d'autres parties pour définir les meilleurs moyens à prendre afin d'apaiser ces conflits.

Le 28 octobre, cependant, M<sup>me</sup> McDougall a émis des doutes quant à l'imposition d'un embargo économique, en dépit des exhortations du critique libéral pour les Affaires extérieures, M. Lloyd Axworthy ; elle a en effet déclaré qu'une telle mesure ferait plus de tort que de bien aux populations qu'elle serait censée aider. Elle a malgré tout convenu avec M. Axworthy, le 1<sup>er</sup> novembre, d'examiner la possibilité d'assurer par avion, avec le concours des États membres de la CE et de l'ONU, une aide humanitaire à la population assiégée de Dubrovnik. □

— GREGORY WIRICK